

(N° 238.)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 24 AVRIL 1914.

Proposition de loi modifiant la loi du 5 juin 1911 sur les pensions de vieillesse en faveur des ouvriers mineurs (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR M. VERSTEYLEN.

MESSIEURS,

Dans le rapport présenté au Sénat par le chevalier de Ghellinck d'Elseghem, il est fait un historique très précis de la proposition.

Les deux premières propositions tendant à corriger la loi du 5 juin 1911 émanaient, l'une de M. Maroille, l'autre de MM. Petit et Pirmez. Elles étendaient le bénéfice de la loi du 5 juin 1911 à de nouvelles catégories de pensionnés.

La proposition Maroille exigeait trente ans de travail effectif dans un charbonnage; la proposition Petit exigeait trente-cinq ans de travail effectif. Toutes les deux supprimaient la condition exigée par la loi, d'avoir travaillé jusqu'à l'âge de 55 ou 60 ans.

Un premier rapport de la commission spéciale (14 mai 1913) adopte le principe des deux propositions, mais faisant ressortir les abus auxquels les mesures proposées pourraient donner lieu, il propose de ne comprendre dans la période transitoire que les seuls ouvriers nés avant 1868.

Au lieu d'admettre au bénéfice des nouvelles mesures tous ceux qui, en 1912, ont plus de 21 ans, la commission propose de n'en faire bénéficier que ceux qui, à cette date, ont atteint l'âge de 44 ans.

La discussion s'ouvre le 11 juin 1913, à la Chambre, et dès le lendemain un amendement est déposé par le Gouvernement. L'honorable Ministre de l'Industrie et du Travail joint aux conditions d'âge et de durée de travail, la condition d'invalidité. Il faut que l'état de santé des anciens mineurs ait obligé ceux-ci de quitter la mine avant l'âge normal de la retraite.

(1) Projet de loi, n° 196.

(2) La Commission, présidée par M. Mabilie, était composée de MM. d'Huart, Masson, Moyersoen, Pirmez, Verhaegen, Versteyleu.

L'honorable Ministre fit remarquer que les ouvriers qui ont quitté prématurément la mine seraient mieux traités que ceux qui n'ont pas abandonné le travail, puisqu'ils n'étaient pas astreints au paiement des cotisations prévues aux articles 2 et 9 de la loi de 1911.

MM. Pirmez et Petit (18 juin 1913) proposent de les y astreindre et, comme sanction en cas de non paiement, de réduire leur pension proportionnellement aux versements non effectués.

C'est alors que M. Mabilie propose un premier amendement qu'on peut résumer comme suit (25 juin 1913) :

Aucun changement n'est apporté à la période définitive.

Aucun changement non plus au régime de la période transitoire pour les ouvriers nés après le 1^{er} janvier 1863, mais amélioration du sort :

1^o Des anciens houilleurs qui avaient au moins 55 à 60 ans lors de la mise en vigueur de la loi, et qui, après une période de trente ans dans la mine, ont quittée avant d'avoir l'âge requis; ceux-ci auraient immédiatement la pension de 360 francs;

2^o Des ouvriers qui, nés avant le 1^{er} janvier 1863, c'est-à-dire âgés de 49 ans en 1912, mais n'ayant pas encore 55 ou 60 ans à cette date, ont quitté le charbonnage avant le 1^{er} janvier 1912; ceux-ci toucheraient la pension au fur et à mesure qu'ils atteindraient l'âge de 55 à 60 ans.

En présence de cette deuxième restriction du champ d'application des propositions nouvelles, on pouvait conclure que les charges seraient moindres.

L'honorable ministre de l'Industrie et du Travail ne partagea pas cet avis et sous-amenda l'amendement Mabilie en y introduisant la notion de l'invalidité et exigea que les anciens mineurs aient à prouver qu'ils avaient quitté la mine avant l'âge légal de la pension pour motif de santé. — En second lieu, il n'accepte pas que les ouvriers âgés de 49 ans puissent bénéficier de la mesure : il n'accepte que ceux qui ont atteint l'âge de 55 ans au 1^{er} janvier 1912 et qui ont quitté la mine pour motif de santé.

Le projet est renvoyé en commission et un nouveau rapport est déposé le 19 août. La commission admet la condition de l'invalidité.

La discussion reprend le 22 août. L'entente sur les chiffres ne peut se produire et le ministre ayant annoncé qu'une enquête allait s'ouvrir sur les résultats du projet auprès des diverses caisses de prévoyance, la Chambre ajourne la discussion à la session suivante.

La Commission saisie des résultats de l'enquête se réunit en décembre et le projet est discuté à la Chambre le 23 du même mois.

Le 22 décembre 1913 M. Mabilie déposa un nouvel amendement disant que l'ouvrier ne recevra pas la pension s'il est prouvé qu'il a quitté prématurément la mine pour une autre raison que pour motif de santé et qu'il exerce, au jour de sa demande de pension, une profession ou un commerce lui assurant une existence normale.

Par sous-amendement de MM. Harmignie et consorts (23 décembre 1913) on substitua au texte de cette dernière condition : « et qu'il dispose de ressources suffisantes pour lui assurer une existence normale ».

Les pensions prendraient cours à partir du 1^{er} janvier 1914.

L'amendement de M. Mabillet fut voté par 122 voix contre 8 et 23 abstentions. (Chambre des représentants, séance du 23 décembre 1913.)

*
* *

Dans la discussion au Sénat, certains membres dont l'honorable rapporteur ont principalement invoqué les motifs d'abstention invoqués à la Chambre pour conclure au rejet de la proposition présentée par la Chambre.

Le premier motif invoqué était que la proposition est une nouvelle mesure d'exception et de faveur.

Le second, que toute solution fragmentaire des pensions de vieillesse est de nature à retarder la solution définitive du problème des assurances sociales.

Nous ne nous attarderons pas à rencontrer ces motifs, qui nous paraissent étrangers à ce débat.

La question ne se pose pas, en effet, de savoir si on doit légiférer pour les mineurs. La loi spéciale est faite — elle est du 5 juin 1911. La Chambre avait uniquement à décider si oui ou non il y a une lacune dans cette loi et s'il est utile de la combler.

Quant à la situation faite aux anciens mineurs visés par les propositions dont nous sommes saisis, aucune loi générale ne pourra jamais la corriger puisqu'il s'agit essentiellement d'une mesure transitoire et qui ne s'applique qu'à des personnes dont les droits sont reconnus avant 1912; ni l'un ni l'autre motif ne doit donc être retenu.

Reste le troisième motif d'abstention : les charges financières du projet de loi ne sont pas suffisamment fixées.

Quelle est la portée de l'objection?

Examinons-la à la lumière des faits et des votes.

Le Sénat, à l'unanimité des 101 membres, moins un, s'est déclaré d'accord avec la Chambre sur les principes de la proposition.

Ces principes sont clairement énoncés dans le rapport du Sénat; ils n'ont pas été contestés à la Chambre :

« Votre commission est d'avis qu'il faut accorder une pension aux ouvriers »
» qui ont dû quitter le charbonnage, après y avoir travaillé trente ans, parce »
» qu'ils sont incapables de continuer leur métier. Dans ces limites, elle estime »
» que l'intervention de l'État peut se justifier comme complément de la loi »
» du 5 juin 1911, sans qu'il soit nécessaire pour cela de faire une nou- »
» velle loi de faveur ou de s'écarter des principes admis jusqu'à ce jour en »
» matière de pension.

» Il faut ensuite que l'ouvrier soit invalide le jour de l'entrée en jouissance »
» de la pension.

» Nous demandons aussi que l'ouvrier ait quitté la mine pour motif de »
» santé et non pour se créer une situation plus lucrative ailleurs ou pour vivre »
» d'un petit commerce.

» Il faut aussi que l'ouvrier ne possède pas les ressources nécessaires à sa »
» subsistance, c'est-à-dire qu'il soit dans le besoin. Reste le point de la durée »
» du travail : la condition des trente années de présence à la mine n'a été »
» contestée par personne et l'accord sur ce point a été unanime. »

Il est inutile d'insister au point de vue des principes : l'accord est parfait entre le Sénat et la Chambre.

La seule question qui nous sépare est une question de procédure.

L'ouvrier qui, dans les conditions prévues par la loi, a travaillé pendant trente ans dans un charbonnage, doit-il prouver qu'il est dans le besoin et qu'il a quitté le charbonnage pour motif de santé? C'est la proposition du Sénat.

Ou bien cette double preuve doit-elle être faite par les caisses de prévoyance qui auront à refuser ou à accorder la pension?

Toute la question est là.

Les charges financières.

La Chambre sait que les caisses de prévoyance ont été consultées pour savoir quelles seraient les charges occasionnées par l'adoption des propositions Maroille-Petit.

Le premier rapport a donné en annexe la réponse communiquée par l'honorable Ministre. La voici :

« Un grand nombre d'ouvriers mineurs ne réunissant pas les conditions » exigées par la loi du 5 juin 1911 et pouvant cependant bénéficier des propositions nouvelles n'ont jamais saisi les caisses d'une demande de pension » qu'ils savaient inutile, parce que, renseignements pris, ils n'ignoraient pas » qu'ils ne remplissaient pas les conditions exigées par la loi.

» I est impossible d'évaluer combien d'ouvriers non pensionnés aujourd'hui pourraient remplir les conditions des propositions Maroille ou Petit.

» Bien que toute estimation globale soit pour ainsi dire impossible, les » caisses de prévoyance du Couchant de Mons, du Centre et de Charleroy » évaluent néanmoins à 150,000, 150,000 et 500,000 francs la charge » annuelle supplémentaire qu'elles auraient respectivement à supporter, » si la proposition Maroille était adoptée. » Soit donc au total pour Mons, le Centre et Charleroy une somme approximativement fixée à 780,000 francs.

La modification présentée par la Commission, le 14 mai 1913, diminuait la période transitoire en restreignant le champ d'application.

L'amendement de M. Mabille du 25 juin 1913, et le nouvel amendement du 22 décembre 1913 devaient évidemment diminuer le nombre des pensionnables dans des proportions considérables.

Il paraît qu'il n'en est rien :

« J'estimais, dit l'honorable ministre au Sénat, que la dépense suivant la » proposition faite par l'honorable M. Maroille devait être d'environ 4 millions de francs dès la première année.

» C'est en me basant sur une étude scientifique et en tablant sur la dépense » résultant de la loi de 1911, que je suis arrivé à fixer de 3 à 4 millions de » francs, le décaissement qu'entraînerait l'adoption de la proposition.

» J'ai communiqué cette étude aux membres de la Chambre. Ne l'ayant » pas examinée, d'aucuns ont dit qu'ils n'y comprenaient rien, et qu'ils n'en » tiendraient aucun compte. »

Et l'honorable ministre confirmait ainsi ce qu'il avait dit au commencement de son discours : « que jamais il n'avait rencontré ce parti-pris qu'il » trouve à l'occasion de la proposition que nous examinons à l'heure actuelle. » (Sénat, p. 94). »

Nous croyons que ce reproche est immérité et que rarement proposition de loi a été l'objet de plus de remaniements.

L'enquête faite dans le courant des mois d'octobre et novembre 1913, a donné des résultats qui n'ont pu être admis par la Commission de la Chambre.

La Commission opposait aux résultats de l'enquête administrative les résultats des enquêtes particulières faites dans les mêmes milieux. Ces derniers modifiaient très sensiblement les chiffres invoqués par l'honorable Ministre.

Son enquête s'appliquait, en effet, au premier amendement de M. Mabille et non pas à celui qu'on discutait le 23 décembre 1913.

L'honorable Ministre affirmait que le nouvel amendement ne changeait en rien les conséquences financières du projet (p. 455).

Cette thèse a été soutenue à la Chambre et au Sénat. Elle a manifestement influencé le vote sur les propositions dont l'assemblée était saisie.

Le Sénat admet les chiffres de l'enquête et estimant que les charbonnages n'ont aucun intérêt à refuser la pension à ceux qui la leur demanderaient, il impose à ceux qui réclament la pension, la double preuve du besoin et de l'invalidité au moment du départ de la mine.

Avant d'examiner la proposition du Sénat, la Commission a tenu à s'éclairer sur les différences constatées entre les deux enquêtes dont il a été fait mention.

En réponse à une demande de renseignements précis, l'honorable Ministre écrit le 16 avril 1914 :

« C'est après l'amendement de M. Mabille du 25 juin 1913, que se place » l'étude expérimentale à laquelle se sont livrés, sur ma demande, MM. les » secrétaires des caisses de prévoyance de Mons et de Charleroi, et il importe » que ce point soit parfaitement établi, car là se trouve uniquement la » cause du désaccord apparent que vous signalez dans votre lettre.

» Cette étude expérimentale, en effet, comme vous pouvez vous en convaincre, a été faite dans le courant des mois d'octobre et novembre 1913. » Elle ne pouvait évidemment porter que sur le texte *existant alors*.

« Or, la proposition dernière de M. Mabille, avec laquelle vous voulez » comparer cette étude, et qui est devenue le texte adopté finalement par » la Chambre, n'a été déposée, et connue par conséquent, qu'à la séance du » 22 décembre 1913.

» Il est impossible de prétendre que MM. les secrétaires des caisses de » prévoyance de Mons et de Charleroi ont entendu apprécier les conséquences financières de l'amendement du 22 décembre 1913, qui, je le » répète, n'existait pas au moment où ils ont fait leur travail. Celui-ci se » rapportait à l'amendement de M. Mabille en date du 25 juin 1913.

.

» Tirons cependant une conclusion de cette erreur. Si l'on veut relire les documents remis et les discours prononcés au début de la discussion sur la proposition de loi qui fait l'objet de cette lettre, on verra que ses défenseurs soutenaient, contrairement à mes affirmations, que l'ouvrier houilleur ne quittait la mine que parce qu'il ne savait plus y travailler et qu'il était devenu une épave incapable de subvenir à ses besoins. L'enquête faite par les francs-mineurs à la suite de la mienne, établit au contraire que lorsqu'on impose les deux conditions : avoir quitté la mine pour motif de santé et être dans le besoin, le nombre des pensionnables tombe de 60 à 70 p. c. »

Contrairement aux affirmations de l'honorable ministre, l'amendement du 22 décembre 1913 modifiait sensiblement les conséquences de l'amendement du 25 juin 1913 et le Sénat a discuté sur une véritable équivoque.

Les appréciations données à la Chambre par le rapporteur de la commission étaient donc justifiées et la Chambre serait en droit de maintenir dans son intégralité le vote du 23 décembre 1913.

*
* * *

Mais les autres modifications apportées par le Sénat au texte voté par la Chambre, tout en ne justifiant pas un nouvel examen de la question, ont une certaine importance, et la commission vous propose de les admettre.

L'alinéa 6 nouveau de l'article 9 permet de faire l'avance des fonds nécessaires aux caisses dont les ressources légales seraient insuffisantes pour assurer le service des pensions, alors que le texte de l'article 9 de la loi ne prévoyait que le remboursement des excédents.

Le § 2 de l'article 15, prévoit la réduction des pensions accordées du montant des rentes que les intéressés auraient acquises à la Caisse générale de retraite postérieurement au 1^{er} janvier 1912, ainsi que du taux de l'allocation qui leur serait payée par l'Etat conformément à la loi générale sur les pensions de vieillesse. Au point de vue du paiement des pensions et au point de vue des bénéficiaires visés par la proposition, ces modifications améliorent la loi.

Reste la question de procédure. Quant à la preuve que l'ouvrier a quitté le charbonnage pour une autre raison qu'un motif de santé, la Commission maintient que cette preuve devra être faite par la caisse qui refuse la pension.

L'imposer à l'ouvrier, ce sera dans la plupart des cas rendre son droit illusoire.

Quant à la preuve du besoin, la Commission admet qu'on l'impose à l'ouvrier, mais il importe qu'on soit d'accord sur la notion du besoin. Et au point de vue pratique, la Commission attache à ce point la plus grande importance.

On ne peut oublier que dans l'espèce on se trouvera toujours en présence d'un ouvrier qui aura travaillé au moins pendant trente ans dans la mine.

Au point de vue de la pension il se trouve donc dans une situation plus

favorable que l'ouvrier visé par la loi de 1900 et qui peut n'avoir travaillé que quelques années, voire quelques mois.

Même dans son système, le Sénat a manifesté le désir d'apprécier les cas de besoin d'une façon très large.

L'honorable Ministre, de son côté, estime que l'arrêté royal du 31 mai 1912, qui détermine les cas dans lesquels l'ouvrier ne sera pas considéré comme étant dans le besoin, ne s'applique pas dans l'espèce ; qu'on devra être très large pour les pensionnés après trente ans.

La Commission voudrait des précisions avant le vote. A ses yeux, d'abord, le fait d'être propriétaire de la maison qu'il occupe n'est pas exclusif du besoin dans le chef de l'occupant. Ensuite, il lui paraît que doit être considéré comme étant dans le besoin l'ouvrier incapable de gagner les deux cinquièmes de son salaire normal, ou s'il ne parvient plus à déterminer ce salaire, ne gagnant qu'un salaire moyen de 2 francs.

La proposition, en effet, n'est que le complément de la loi de 1911. Or, dans cette loi on considère comme étant dans le besoin l'ouvrier qui ne gagne plus les $\frac{3}{5}$ du salaire des ouvriers de sa catégorie. Ainsi, il semble donc raisonnable d'appliquer ici la même règle ; mais l'ouvrier pouvant avoir quitté la mine depuis plusieurs années, la preuve du montant pourrait être malaisée.

Il semble, dès lors, qu'on pourrait, par une sorte de forfait, considérer comme étant dans le besoin l'ouvrier qui a des ressources ne dépassant pas 2 francs.

Avec cette interprétation, la condition du besoin pourrait être admise, la preuve en incombant alors à l'ouvrier.

Moyennant cet accord, la Commission propose d'accepter le texte du Sénat, avec la modification demandée.

Le Rapporteur,

ALF. VERSTEYLEN.

Le Président,

MABILLE.



Texte du Sénat.

Article unique.

La loi du 5 juin 1911 sur les pensions de vieillesse en faveur des ouvriers mineurs est complétée comme suit :

ART. 9, alinéa 6.

Si, au cours d'un exercice, les ressources légales d'une caisse commune de prévoyance étaient insuffisantes pour assurer le service des pensions et compléments de pensions que la loi met à sa charge, l'État et la Province feront, chacun pour moitié, à ladite caisse l'avance des fonds nécessaires pour le paiement régulier et intégral des pensions. L'excédent éventuel de ces avances sur la part incombant réellement à l'État et à la Province leur sera remboursé lors de la clôture de l'exercice, après approbation des comptes détaillés.

ART. 13^{bis}.

Sont assimilés aux ouvriers houilleurs les ouvriers des mines métalliques concédées, qui travaillent ou ont travaillé dans les mines où l'exploitation du charbon et du minerai se fait par le même siège.

Disposition transitoire,**ART. 15^{bis}.**

La condition d'avoir travaillé jusqu'à l'âge prévu par les articles 7 et

Tekst van den Senaat.

Eenig artikel.

De wet van 5 Juni 1911 op de ouderdomspensioenen der mijnwerkers wordt aangevuld als volgt :

ART. 9, 6^e lid.

Mochten, in den loop van een dienstjaar, de wettelijke inkomsten eenergemeenschappelijke voorzorgskas ontoereikend zijn om de uitkeering der pensioenen en aanvullende pensioenen, welke de wet te haren laste legt, te verzekeren, dan worden door den Staat en door de Provincie, ieder voor de helft, aan die kas de noodige gelden voorgesloten tot de geregelde en volle uitbetaling van de pensioenen. Het bedrag van die voorschotten, dat het aandeel, werkelijk ten laste van den Staat en van de Provincie komende, mocht overschrijden, wordt hun terugbetaald bij het sluiten van het dienstjaar, nadat de omstandige rekeningen zijn goedgekeurd.

ART. 13^{bis}.

De werklieden bij de in concessie gegeven metaalhoudende mijnen, die arbeiden of hebben gearbeid in mijnen waar de kolen- en ertsontginning door eene zelfde exploitatie geschiedt, worden gelijkgesteld met de kolenmijnwerkers.

Overgangsbepaling.**ART. 15^{bis}.**

De voorwaarde, dat men moet hebben gearbeid tot den leeftijd

Texte amendé par la Commission.

Article unique.

Comme ci-contre.

ART. 9, alinéa 6.

Comme ci-contre.

ART. 13^{bis}.

Comme ci-contre.

Disposition transitoire.

ART. 15^{bis}.

La condition d'avoir travaillé jusqu'à l'âge prévu par les articles 7

Tekst gewijzigd door de Commissie.

Eenig artikel.

Zooals hiernevens.

ART. 9, 6^e lid.

Zooals hiernevens.

ART. 13^{bis}.

Zooals hiernevens.

Overgangsbepaling.

ART. 15^{bis}.

De voorwaarde, dat men moet hebben gearbeid tot den leeftijd

8 n'est pas requise pour les anciens ouvriers non pensionnés ayant atteint, à la date du 1^{er} janvier 1912, l'âge normal de la retraite ou ayant à cette date l'âge de quarante-neuf ans, s'ils ont quitté prématurément la mine pour motif de santé et se trouvent dans le besoin. Ceux de la première catégorie auront droit à la pension à partir du 1^{er} janvier 1914. Elle sera accordée aux autres au fur et à mesure qu'ils atteindront l'âge légal de la pension.

Toutefois, les pensions accordées en vertu de la disposition qui précède seront réduites à concurrence du montant des rentes que les intéressés auraient acquises à la Caisse générale de retraite postérieurement au 1^{er} janvier 1912, ainsi que du taux de l'allocation qui leur serait payée par l'Etat conformément à la loi générale sur les pensions de vieillesse.

voorzien bij de artikelen 7 en 8, wordt niet vereischt voor de niet gepensioneerde gewezen werklieden die op 1 Januari 1912 den gewonen pensioensouderdom hebben bereikt of op gezegden datum negen en veertig jaar oud zijn, zoo zij de mijn om gezondheidsredenen voorbarig hebben verlaten en in nood verkeerren. Die der eerste soort hebben aanspraak op het pensioen van 1 Januari 1914 af. Aande anderen wordt het verleend naar gelang zij den wettelijken pensioensouderdom bereiken.

De renten, die de belanghebbenden ter Algemeene Lijfrentekas mochten verworven hebben na 1 Januari 1912, alsmede de tegemoetkoming, die hun door den Staat mocht worden uitgekeerd overeenkomstig de algemeene wet op de ouderdomspensioenen, komen echter in mindering van de pensioenen, krachtens de vorige bepaling verleend.

et 8 n'est pas requise pour les anciens ouvriers non pensionnés ayant atteint, à la date du 1^{er} janvier 1912, l'âge normal de la retraite ou ayant à cette date l'âge de 49 ans, à condition qu'ils se trouvent dans le besoin.

Toutefois, les pensions accordées en vertu de la disposition qui précède seront réduites à concurrence du montant des rentes que les intéressés auraient acquises à la Caisse générale de retraite postérieurement au 1^{er} janvier 1912, ainsi que du taux de l'allocation qui leur serait payée par l'Etat conformément à la loi générale sur les pensions de vieillesse.

Néanmoins, la pension ne sera pas accordée s'il est prouvé que l'ancien ouvrier a quitté prématurément la mine pour une autre raison qu'un motif de santé.

voorzien bij de artikelen 7 en 8, wordt niet vereischt voor de niet gepensionneerde gewezen werklieden die op 1 Januari 1912 den gewonen pensioensouderdom hebben bereikt of op gezegden datum 49 jaar oud zijn, mits zij in nood verkeeren.

De renten, die de belanghebbenden ter Algemeene Lijfrentekas mochten verworven hebben na 1 Januari 1912, alsmede de tegemoetkoming, die hun door den Staat mocht worden uitgekeerd overeenkomstig de algemeene wet op de ouderdomspensioenen, komen echter in mindering van de pensioenen, krachtens de vorige bepaling verleend.

Het pensioen wordt echter niet verleend, indien het is bewezen dat de oud-werkman de mijn vóór den tijd heeft verlaten om eene reden andere dan eene gezondheidsreden.

(1)

(Nr 238.)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 24 APRIL 1914.

Wetsontwerp tot wijziging der wet van 5 Juni 1911 op de ouderdomspensioenen ten bate van de mijnwerkers (1).

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER VERSTEYLEN.

MIJNE HEEREN,

In het verslag, aan den Senaat overgelegd door ridder de Ghellinck d'Elseghem, wordt een zeer duidelijk historisch overzicht van het wetsvoorstel gegeven.

De eerste twee voorstellen tot verbetering der wet van 5 Juni 1911 gingen uit, het eene van den heer Maroille, het andere van de heeren Petit en Pirmez. Daardoor werd het voordeel der wet van 5 Juni 1911 uitgebreid tot nieuwe groepen van gepensioneerden.

In het voorstel van den heer Maroille werd vereischt dat men dertig jaar lang werkelijken arbeid in eene kolenmijn had verricht; in dit van den heer Petit vijf en dertig jaar. Van de door de wet gestelde vereischte, dat men moest hebben gearbeid tot den leeftijd van 55 of 60 jaar, werd in beide voorstellen afgezien.

In een eerste verslag van de Bijzondere Commissie (14 Mei 1913) wordt het beginsel van beide wetsvoorstellen aangenomen, maar met het oog op de misbruiken, die uit de voorgestelde maatregelen konden ontstaan, wordt in gezegd verslag voorgesteld, de overgangperiode enkel toepasselijk te maken op de werklieden, geboren vóór 1868.

De Commissie wil tot de voordeelen der nieuwe bepalingen, in plaats van al degenen die in 1912 meer dan 21 jaar oud zijn, enkel degenen toelaten die op dien datum den leeftijd van 44 jaar hebben bereikt.

De bespreking begon in de Kamer den 11ⁿ Juni 1913 en den volgenden

(1) Wetsontwerp, nr 496.

(2) De Commissie, voorgezeten door den heer Mabille, bestond uit de heeren d'Huart, Masson, Moyersoen, Pirmez, Verhaegen, Versteylen.

dag reeds werd door de Regeering een amendement ingediend. De achtbare Minister van Nijverheid en Arbeid voegde bij de vereichten van leeftijd en arbeidsduur de vereichte van invaliditeit. De oud-mijnwerkers moeten om gezondheidsredenen gedwongen zijn geweest, de mijn te verlaten vóór den gewonen pensioensouderdom.

De achtbare Minister deed uitschijnen dat de werklieden, die de mijn vóór den tijd hebben verlaten, beter zouden behandeld zijn dan degenen die bleven arbeiden, daar zij de bijdragen, voorzien bij de artikelen 2 en 9 der wet van 1911, niet moesten betalen.

De heeren Pirmez en Petit stellen voor (18 Juni 1913), hun die bijdragen op te leggen, en, als strafbepaling in geval van niet-betaling, hun pensioen in te korten naar evenredigheid van de niet gedane storting.

Daarop dient de heer Mabilie, den 25^e Juni 1913, een eerste amendement in, dat kan samengevat worden als volgt :

In de definitieve periode wordt niets gewijzigd.

Evenmin in de regeling van de overgangsperiode voor de arbeiders geboren na 1 Januari 1863, maar de toestand wordt verbeterd :

1° Voor de gewezen mijnwerkers die minstens 55 of 60 jaar oud waren bij het in werking treden van de wet en de mijn, na dertig jaar arbeid, vóór den vereichten ouderdom hebben verlaten ; deze mijnwerkers zouden onmiddellijk het pensioen van 360 frank trekken ;

2° Voor de werklieden, geboren vóór 1 Januari 1863, dus in 1912 negen en veertig jaar oud zijnde, doch nog geen 55 of 60 jaar oud op dien datum, die de mijn vóór 1 Januari 1912 hebben verlaten ; deze werklieden zouden pensioen trekken naar gelang zij den leeftijd van 55 of 60 jaar zouden bereiken.

Uit deze tweede beperking van den omvang der nieuwe voorstellen mocht men besluiten dat de lasten zouden verminderd worden.

De achtbare Minister van Nijverheid en Arbeid was niet van dat gevoelen en diende op het amendement van den heer Mabilie een subamendement in, waarbij het begrip « invaliditeit » werd ingevoerd ; hij eischte van de oud-mijnwerkers het bewijs dat zij om gezondheidsredenen de mijn hadden verlaten vóór den wettelijken pensioensouderdom. Vervolgens neemt hij niet aan, dat de werklieden, die 49 jaar oud zijn, tot het voordeel van den maatregel worden toegelaten : hij neemt alleen degenen aan die, op 1 Januari 1912, den leeftijd van 55 jaar hebben bereikt en om gezondheidsredenen de mijn hebben verlaten.

Het ontwerp werd teruggezonden naar de Commissie en een nieuw verslag werd uitgebracht op 19 Augustus. De vereichte van invaliditeit wordt door de Commissie aanvaard.

De bespreking werd hernomen op 22 Augustus. Men kon het niet eens worden over de cijfers. Nadat de Minister had aangekondigd dat een onderzoek ging ingesteld worden naar de uitslagen van het ontwerp bij de verschillende voorzorgskassen, verdaagde de Kamer de bespreking tot het volgende zittingsjaar.

In het bezit van de uitslagen van dit onderzoek, vergaderde de Commissie in December opnieuw en op 23 December kwam het ontwerp ter Kamer in behandeling.

Op 22 December 1915 diende de heer Mabilie een nieuw amendement in, krachtens hetwelk de arbeider het pensioen niet zal trekken, indien het bewezen is dat hij vóór den tijd de mijn verlaten heeft om andere dan gezondheidsredenen en dat hij, op den dag zijner pensioensaanvraag, zich een normaal bestaan kan verzekeren door het uitoefenen van een beroep of het drijven van een handel.

Door een subamendement van den heer Harmignie en medeleden (23 December 1915) werd de tekst dier laatste voorwaarde vervangen door deze bepaling : « en dat hij beschikt over *voldoende middelen* om hem een regelmatig bestaan te verzekeren ».

Die pensioenen zouden aanvangen te rekenen van 1 Januari 1914.

Het amendement van den heer Mabilie werd aangenomen door 122 leden die voor stemden ; 8 stemden tegen en 23 onthielden zich.

*
* *

In den Senaat hebben, bij de behandeling, enkele leden, onder welke de achtbare verslaggever, hoofdzakelijk de redenen tot onthouding, die in de Kamer werden aangevoerd, opgegeven om te besluiten tot het verwerpen van het voorstel dat door de Kamer werd overgemaakt.

De eerste aangehaalde reden was, dat het voorstel een nieuwe uitzonderings- en gunstmaatregel is.

De tweede, dat elke gedeeltelijke oplossing van de ouderdomspensioenen van aard is om de definitieve regeling van het vraagstuk der sociale verzekeringen te verdagen.

Die redenen laten wij onverlet, omdat zij ons vreemd schijnen aan het debat.

Inderdaad, het geldt hier niet de vraag of voor de mijnwerkers wetten moeten gemaakt worden. Eene bijzondere wet bestaat reeds, zij dagteekent van 5 Juni 1911. De Kamer had enkel te beslissen of er al dan niet in deze wet eene leemte was en of die leemte diende aangevuld te worden.

Wat betreft den toestand van de gewezen mijnwerkers, bedoeld in de voorstellen die ons werden overgelegd, deze kan nooit door eene algemeene wet verbeterd worden, daar het hier bepaald een overgangsmaatregel geldt, die enkel van toepassing is op personen, wier rechten vóór 1912 erkend zijn; dus is geen van beide redenen hier geldig.

Blijft de derde reden tot onthouding : de financiële lasten van het wetsontwerp zijn niet duidelijk genoeg bepaald.

Welke is de beteekenis van die opwerping?

Laten wij ze onderzoeken en door de feiten en de stemmingen toelichten.

De Senaat, met de eenparige stemmen van 101 leden, min één, verklaarde in te stemmen met de beginselen van het voorstel.

Die beginselen staan duidelijk uitgedrukt in het verslag van den Senaat; zij werden in de Kamer niet betwist :

« Uwe Commissie is van oordeel dat een pensioen moet verleend worden aan de arbeiders die de mijn moesten verlaten, na er dertig jaar te

hebben gearbeid, doordat zij onbekwaam zijn geworden hunnen arbeid voort te zetten. Binnen die grenzen oordeelt zij de tusschenkomst van den Staat gewettigd als aanvulling der wet van 5 Juni 1911, zonder dat het daarom noodig weze eene nieuwe uitzonderingswet te maken of af te wijken van de beginselen die tot dusverre voor de pensioenen werden toegepast.

» Bovendien moet de werkman invalide zijn den dag waarop het pensioen aanvangt.

» Wij vragen ook dat de werkman de mijn hebbe verlaten om gezondheidsredenen, en niet om elders een meer winstgevend bedrijf aan te vatten of om een kleinhandel te drijven.

» Er wordt ook vereischt dat den werkman de noodige middelen voor zijn bestaan ontbreken, m. a. w. dat hij in nood verkeert. Blijft de quaestie van den arbeidsduur : niemand betwistte de vereischte dat men dertig jaar in de mijn moet hebben doorgebracht, en daarover waren allen het eens. »

Het is onnoodig verder uit te weiden over de beginselen : Kamer en Senaat stemmen daarin volkomen overeen.

Wij zijn enkel verdeeld over eene quaestie van proceduur.

Moet de werkman, die dertig jaar lang in de mijn gearbeid heeft onder de voorwaarden bij de wet voorzien, het bewijs leveren dat hij in nood verkeert en dat hij de mijn heeft verlaten om gezondheidsredenen? Zóó luidt het voorstel van den Senaat.

Of moeten de voorzorgskassen, die het pensioen moeten weigeren of toestaan, dit dubbel bewijs leveren?

Daar ligt de knoop.

De geldelijke lasten.

De Kamer weet dat de voorzorgskassen werden geraadpleegd over de lasten die de goedkeuring van de voorstellen-Maraille-Petit zou medebrengen.

Het eerste verslag heeft het antwoord van den achtbaren heer Minister als bijlage medegedeeld.

Dit antwoord luidt als volgt :

« Tal van mijnwerkers, niet beantwoordend aan de vereichten der wet » van 5 Juni 1911 en kunnende nochtans de weldaad van de nieuwe voor- » stellen genieten, hebben nooit eene aanvraag om pensioen tot de Fondsen » gericht ; zij wisten dat zoodanige aanvraag nutteloos was, vermits het hun, » na genomen inlichtingen, bekend was dat zij niet voldeden aan de ver- » eichten van de wet.

» Onmogelijk kan dus worden berekend hoeveel thans niet gepension- » neerde werklieden zouden kunnen vallen onder de toepassing van de » voorstellen der heeren Maraille en Petit.

» Ofschoon eene globale raming als 't ware onmogelijk is, toch schatten » de voorzorgsfondsen van den Couchant de Mons, van het Centrum en van

» Charleroi den jaarlijks bijkomenden last, door haar te dragen zoo het
» voorstel Maroille doorgaat, respectievelijk op 150,000, 150,000 en
» 500,000 frank. »

Dus te zamen, voor Bergen, het Centrum en Charleroi eene som van ongeveer 780,000 frank.

De wijziging, door de Commissie voorgesteld op 14 Mei 1913, verminderde de overgangperiode door den omvang te beperken.

Het amendement van den heer Mabilie, dd. 23 Juni 1913, en zijn nieuw amendement van 22 December 1913 moesten klaarblijkelijk het aantal dergenen, die pensioen konden trekken, merkelyk verminderen.

Het schijnt dat dit niet waar is.

« Ik meende, zegde de achtbare Minister in den Senaat, dat de uitgaven volgens het voorstel van den achtbaren heer Maroille, van het eerste jaar af, ongeveer 4 millioen zouden bedragen.

» Steunende op eene wetenschappelijke studie en uitgaande van de kosten voortspruitend uit de wet van 1911, kwam ik ertoe, de uitgaven, die de goedkeuring van het ontwerp zou medebrengen, op 3 tot 4 millioen te ramen.

» Ik heb die studie aan de leden van de Kamer medegedeeld. Daar zij die studie niet hebben onderzocht, hebben eenigen gezegd dat zij er niets van begrepen en dat zij ze hoegenaamd niet in aanmerking zouden nemen. »

En de achtbare Minister bevestigde daardoor wat hij gezegd had bij den aanvang zijner redevoering : « Dat hij nooit eene vooringenomenheid ontmoet had zooals zich thans voordeed bij het voorstel dat wij op dit oogenblik onderzoeken. » (*Senaat*, bl. 94.)

Wij denken dat dit verwijt ongegrond is en dat zelden een wetsontwerp meer werd omgewerkt dan dit.

Het onderzoek, gedaan in den loop van de maanden October en November 1913, heeft uitslagen opgeleverd, die door de Commissie van de Kamer niet konden aangenomen worden.

Tegenover de uitslagen van het bestuursonderzoek stelde de Commissie de uitkomsten van het bijzonder onderzoek, in dezelfde middens ingesteld. Deze laatste wijzigden op merkelyke wijze de cijfers, door den achtbaren Minister aangehaald.

Zijn onderzoek betrof inderdaad het eerste amendement van den heer Mabilie en niet het amendement dat behandeld werd op 23 December 1913.

De achtbare Minister beweerde dat het nieuw amendement niets veranderde aan de financieele gevolgen van het ontwerp (bl. 453).

Dit stelsel werd voorgestaan in de Kamer en in den Senaat. Het heeft klaarblijkelijk invloed gehad op de stemming over de voorstellen, die aan de vergadering waren overgelegd.

De Senaat neemt de cijfers van het onderzoek aan, en, oordeelende dat de kolenmijnen er geen belang bij hebben het pensioen te weigeren aan degenen die het haar vragen, legt hij aan hen, die pensioen eischen, het tweevoudig bewijs op van de behoefte en de invaliditeit op 't oogenblik dat zij de mijn verlaten.

Alvorens het voorstel van den Senaat te onderzoeken, wilde de Commissie het hoogervermeld verschil, tusschen beide enkwesten vastgesteld, van naderbij beschouwen.

In antwoord op eene vraag om duidelijke inlichtingen, schrijft de achtbare Minister op 16 April 1914 :

« Het onderzoek, dat op mijne aanvraag werd ingesteld door de heeren » secretarissen der voorzorgskassen van Bergen en Charleroi, had plaats na » het indienen van het amendement Mabilie, dd. 25 Juni 1913, en 't is van » belang dat dit punt duidelijk voorop gesteld worde, want daar alleen ligt » de oorzaak van de schijnbare oneenigheid, waarop gij wijst in uwen » brief.

» Dit onderzoek, zooals gij kunt nagaan, had plaats in den loop der maan- » den October en November 1913. Natuurlijk kon het enkel gelden den tekst » *die toen bestond*.

» Welnu, het laatste voorstel van den heer Mabilie, waarmede gij dit » onderzoek wilt vergelijken en dat ten slotte is geworden de tekst door de » Kamer aangenomen, werd enkel ingediend en bijgevolg kreeg men er » enkel kennis van ter vergadering van 22 December 1913.

» Er kan onmogelijk worden beweerd dat de heeren secretarissen der » voorzorgskassen van Bergen en Charleroi een oordeel hebben willen uit- » brengen over de financieele gevolgen van het amendement van 22 Decem- » ber 1913, dat, ik herhaal het, niet bestond toen zij hun werk ver- » richtten. Dit gold alleen het amendement van den heer Mabilie, dd. » 25 Juni 1913.

.
» Laten wij nochtans een besluit trekken uit die vergissing. Bij het herle- » zen van de rondgedeelde stukken en van de redevoeringen uitgesproken bij » den aanvang der behandeling van het wetsvoorstel waarvan in dezen brief » sprake is, zal men zien dat zijne verdedigers staande hielden, tegen mijne » beweringen in, dat de mijnwerker de mijn enkel verliet omdat hij er niet » meer kon arbeiden en dat hij niet meer bij machte was om in zijne behoef- » ten te voorzien. Het onderzoek, naar aanleiding van het mijne ingesteld » door de vrije mijnwerkers, deed integendeel uitschijnen dat, wanneer » men de twee voorwaarden oplegt : om gezondheidsredenen de mijn te » hebben verlaten en in nood te verkeereren, *het aantal dergenen, die recht » kunnen hebben op pensioen, van 60 op 70 t. h. valt.* »

In strijd met de beweringen van den achtbaren Minister, wijzigde het amendement van 22 December 1913 merkkelijk de gevolgen van het amendement van 25 Juni 1913, en bij de behandeling in den Senaat beraadslaagde men op een wezenlijk misverstand.

De kritiek, in de Kamer uitgebracht door den verslaggever van de Commissie, was dus gewettigd en de Kamer zou terecht de stemming van 23 December 1913 volkomen kunnen handhaven.

Maar al wettigen de andere wijzigingen, door den Senaat in den tekst der Kamer gebracht, niet een nieuw onderzoek van vraagstuk, toch zijn zij van een zeker belang en de Commissie stelt u voor, ze aan te nemen.

Het nieuwe 6^{de} lid van artikel 9 staat toe, de noodige gelden voor te schieten aan de kassen welker wettelijke inkomsten ontoereikend zouden zijn om de uitkeering der pensioenen te verzekeren, terwijl de tekst van artikel 9 der wet enkel de terugbetaling der meerdere voorschotten voorzagt.

De 2^{de} paragraaf van artikel 13 voorziet dat de renten, die de belanghebbenden ter Algemeene Lijfrentekas mochten verworven hebben na 1 Januari 1912, evenals de tegemoetkoming, die hun door den Staat mocht worden uitgekeerd overeenkomstig de algemeene wet op de ouderdomspensioenen, in mindering komen van de verleende pensioenen. Ten opzichte van de betaling der pensioenen en ten opzichte van de pensioentrekkers, door het voorstel bedoeld, zijn die wijzigingen eene verbetering van de wet.

Blijft nu het vraagstuk der rechtspleging. Het bewijs dat de werkman de mijn verlaten heeft om andere dan gezondheidsredenen, moet, naar het oordeel der Commissie, geleverd worden door de kas, die het pensioen weigert.

Zoo men dat bewijs aan den werkman oplegt, dan wordt dezes recht in de meeste gevallen eene hersenschim.

Wat het bewijs van den nood betreft, neemt de Commissie aan, dat het van den werkman gevorderd wordt, maar het is noodig dat men het vooraf eens weze over het begrip « nood ». In practisch opzicht hecht de Commissie daaraan het hoogste belang.

Men mag niet vergeten dat men zich, in dit geval, altijd zal bevinden tegenover eenen werkman, die ten minste dertig jaar lang in de mijn heeft gearbeid.

Ten aanzien van het pensioen is zijn toestand dus gunstiger dan die van den arbeider bedoeld bij de wet van 1900, die misschien maar enkele jaren, zelfs maar enkele maanden gewerkt heeft.

Zelfs in zijn stelsel heeft de Senaat het verlangen uitgedrukt dat de gevallen van nood in ruimen zin worden onderzocht.

De achtbare Minister oordeelt, van zijnen kant, dat het koninklijk besluit van 31 Mei 1912, waarbij de gevallen worden bepaald waarin de werkman niet zal aangezien worden als in nood verkeerende, in het onderhavig geval niet toepasselijk is; dat men, voor de gepensioneerden na dertig jaar, op ruime wijze zal moeten oordeelen.

De Commissie zou, vóór de stemming, stipte verklaringen willen hebben. In hare oogen sluit de eigendom van het huis, dat de arbeider bewoont, den nood van hem, die het bewoont, niet uit. Haar dunkte vervolgens dat de werkman, die onbekwaam is twee vijfden van zijn gewoon loon te verdienen, of die, ingeval hij dit loon niet meer kan bepalen, slechts een gemiddeld loon van 2 frank verdient, moet worden aangezien als in nood verkeerende.

Het voorstel is inderdaad slechts eene aanvulling der wet van 1911. Welnu, door deze wet wordt de werkman, die niet meer dan $\frac{5}{5}$ van het loon

der werklieden zijner klasse verdient, aangezien als in nood verkeerende. Het blijkt dus redelijk, hier denzelfden regel toe te passen; daar de werkmán echter de mijn sedert verscheidene jaren kan verlaten hebben, zal het misschien moeilijk vallen het bedrag van het loon vast te stellen.

Men zou bijgevolg eens voor al kunnen aannemen dat de werkmán, wiens middelen niet 2 frank overschrijden, moet worden aangezien als in nood verkeerende.

Derwijze toegelicht, kon de vereischte van nood worden aangenomen, mits de werkmán het bewijs daarvan levert.

Is men het hierover eens, dan stelt de Commissie voor, den tekst van den Senaat, met de gevraagde wijziging, aan te nemen.

De Verslaggever,

ALF. VERSTEYLEN.

De Voorzitter,

MABILLE.



(9)

Tekst van den Senaat.

Texte du Sénat.

Article unique.

La loi du 5 juin 1911 sur les pensions de vieillesse en faveur des ouvriers mineurs est complétée comme suit :

ART. 9, alinéa 6.

Si, au cours d'un exercice, les ressources légales d'une caisse commune de prévoyance étaient insuffisantes pour assurer le service des pensions et compléments de pensions que la loi met à sa charge, l'État et la Province feront, chacun pour moitié, à ladite caisse l'avance des fonds nécessaires pour le paiement régulier et intégral des pensions. L'excédent éventuel de ces avances sur la part incombant réellement à l'État et à la Province leur sera remboursé lors de la clôture de l'exercice, après approbation des comptes détaillés.

ART. 15^{bis}.

Sont assimilés aux ouvriers houillers les ouvriers des mines métalliques concédées, qui travaillent ou ont travaillé dans les mines où l'exploitation du charbon et du minerai se fait par le même siège.

Disposition transitoire.

ART. 15^{bis}.

La condition d'avoir travaillé jusqu'à l'âge prévu par les articles 7 et

Tekst van den Senaat.

Eenig artikel.

De wet van 5 Juni 1911 op de ouderdomspensioenen der mijnwerkers wordt aangevuld als volgt :

ART. 9, 6^e lid.

Mochten, in den loop van een dienstjaar, de wettelijke inkomsten eengemeenschappelijke voorzorgskas ontoereikend zijn om de uitkering der pensioenen en aanvullende pensioenen, welke de wet te haren laste legt, te verzekeren, dan worden door den Staat en door de Provincie, ieder voor de helft, aan die kas de noodige gelden voorgesloten tot de geregelde en volle uitbetaling van de pensioenen. Het bedrag van die voorschotten, dat het aandeel, werkelijk ten laste van den Staat en van de Provincie komende, mocht overschrijden, wordt hun terugbetaald bij het sluiten van het dienstjaar, nadat de omstandige rekeningen zijn goedgekeurd.

ART. 15^{bis}.

De werklieden bij de in concessie gegeven metaalhoudende mijnen, die arbeiden of hebben gearbeid in mijnen waar de kolen- en ertsontginning door eene zelfde exploitatie geschiedt, worden gelijkgesteld met de kolenmijnwerkers.

Overgangsbepaling.

ART. 15^{bis}.

De voorwaarde, dat men moet hebben gearbeid tot den leeftijd

Texte amendé par la Commission.

Article unique

Comme ci-contre.

ART. 9, alinéa 6.

Comme ci-contre.

ART. 15^{bis}.

Comme ci-contre.

Disposition transitoire.

ART. 15^{bis}.

La condition d'avoir travaillé jusqu'à l'âge prévu par les articles 7

Tekst gewijzigd door de Commissie.

Eenig artikel

Zooals hiernevens.

ART. 9, 6^e lid.

Zooals hiernevens.

ART. 15^{bis}.

Zooals hiernevens.

Overgangsbepaling.

ART. 15^{bis}.

De voorwaarde, dat men moet hebben gearbeid tot den leeftijd

8 n'est pas requise pour les anciens ouvriers non pensionnés ayant atteint, à la date du 1^{er} janvier 1912, l'âge normal de la retraite ou ayant à cette date l'âge de quarante-neuf ans, s'ils ont quitté prématurément la mine pour motif de santé et se trouvent dans le besoin. Ceux de la première catégorie auront droit à la pension à partir du 1^{er} janvier 1914. Elle sera accordée aux autres au fur et à mesure qu'ils atteindront l'âge légal de la pension.

Toutefois, les pensions accordées en vertu de la disposition qui précède seront réduites à concurrence du montant des rentes que les intéressés auraient acquises à la Caisse générale de retraite postérieurement au 1^{er} janvier 1912, ainsi que du taux de l'allocation qui leur serait payée par l'Etat conformément à la loi générale sur les pensions de vieillesse.

voorzien bij de artikelen 7 en 8, wordt niet vereischt voor de niet gepensioneerde gewezen werklieden die op 1 Januari 1912 den gewonen pensioensouderdom hebben bereikt of op gezegden datum negen en veertig jaar oud zijn, zoo zij de mijn om gezondheidsredenen voorbarig hebben verlaten en in nood verkeerren. Die der eerste soort hebben aanspraak op het pensioen van 1 Januari 1914 af. Aande anderen wordt het verleend naar gelang zij den wettelijken pensioensouderdom bereiken.

De renten, die de belanghebbenden ter Algemeene Lijfrentekas mochten verworven hebben na 1 Januari 1912, alsmede de tegemoetkoming, die hun door den Staat mocht worden uitgekeerd overeenkomstig de algemeene wet op de ouderdomspensioenen, komen echter in mindering van de pensioenen, krachtens de vorige bepaling verleend.

et 8 n'est pas requise pour les anciens ouvriers non pensionnés ayant atteint, à la date du 1^{er} janvier 1912, l'âge normal de la retraite ou ayant à cette date l'âge de 49 ans, *à condition qu'ils se trouvent dans le besoin.*

Toutefois, les pensions accordées en vertu de la disposition qui précède seront réduites à concurrence du montant des rentes que les intéressés auraient acquises à la Caisse générale de retraite postérieurement au 1^{er} janvier 1912, ainsi que du taux de l'allocation qui leur serait payée par l'Etat conformément à la loi générale sur les pensions de vieillesse.

Néanmoins, la pension ne sera pas accordée s'il est prouvé que l'ancien ouvrier a quitté prématurément la mine pour une autre raison qu'un motif de santé.

voorzien bij de artikelen 7 en 8, wordt niet vereischt voor de niet gepensionneerde gewezen werklieden die op 1 Januari 1912 den gewonen pensioensouderdom hebben bereikt of op gezegden datum 49 jaar oud zijn, *mits zij in nood verkeerren.*

De renten, die de belanghebbenden ter Algemeene Lijfrentekas mochten verworven hebben na 1 Januari 1912, alsmede de tegemoetkoming, die hun door den Staat mocht worden uitgekeerd overeenkomstig de algemeene wet op de ouderdomspensioenen, komen echter in mindering van de pensioenen, krachtens de vorige bepaling verleend.

Het pensioen wordt echter niet verleend, indien het is bewezen dat de oud-werkman de mijn vóór den tijd heeft verlaten om eene reden andere dan eene gezondheidsreden.